



La lettre électronique de RESO – 1^{er} juillet 2004

Chers amis,

Un peu de neuf pour notre lettre électronique... désormais vous pouvez consulter le N° 15 de notre journal en [format word](#), ou en [format PDF](#) ou directement en tant que [page web](#), pour cela cliquez sur le format souhaitez.

Ainsi notre lettre n'encombrera plus (autant) votre boîte aux lettres ce qui était le principal défaut que nous reprochaient nos correspondants). N'hésitez pas à la transmettre autour de vous !

En vous souhaitant bonne lecture et bonnes vacances
Salut et Fraternité !

Marinette BACHE, Présidente de Résistance sociale .

Pour toute correspondance : resistance.sociale@laposte.net

Notre site : <http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Téléphone : 06 20 23 91 27

Adhésion 2004 : 15€

Abonnement journal 12 numéros : 5 €

Adresse postale : RESO - 5 place Georges Brassens – 78260 ACHERES

I - La vie de l'association

Compte-rendu succinct du Conseil d'Administration (CA) élargi de RESO du samedi 26 juin.

Afin de permettre à l'ensemble de nos adhérents de participer à la totalité de nos réunions nationales il a été décidé de regrouper notre assemblée générale statutaire le même jour que les Vendémiaires.

Celles-ci seront organisées début octobre autour de deux thèmes clefs ce qui permettra de donner plus de place au débat. Nous essaierons à cette occasion de regrouper à nouveau l'ensemble des forces sociales de progrès syndicales et politiques.

Le CA s'est donné comme objectif d'organiser deux rencontres thématiques annuelles en plus de nos traditionnelles vendémiaires.

Texte en débat : le titre proposé au texte d'orientation de notre association est « ORGANISER LA RECONQUETE SOCIALE : ICI ET MAINTENANT ». Les amendements parvenus et débattus lors du CA seront envoyés au adhérents, sympathisants et aux contacts qui le souhaitent courant juillet.

Il sera bien sûr en ligne sur notre site. Les propositions d'amendements peuvent être envoyées jusqu'au 20 septembre à : resistance.sociale@laposte.net . Le texte final modifié, prenant en compte vos amendements, sera soumis à l'AG selon les modalités qu'arrêtera le CA début septembre.

Mario a été chargé des relations avec les adhérents et Jean-Claude d'organiser des travaux thématiques avec les organisations syndicales et politiques qui le souhaitent.

N' OUBLIEZ PAS, LA CONTINUITE DE NOTRE LUTTE EN DEPEND :

Nous invitons tous ceux qui le souhaitent à adhérer ou à renouveler leurs cotisations, ainsi, vous pourrez recevoir tous les documents publiés par RESO et participer à la vie de cette association, qui ne peut malheureusement pas vivre sans contributions intellectuelles et financières. Le tarif de base est de 15 euros, mais je n' ai rien contre ceux qui peuvent verser plus (chèque à l' ordre de RESO).

II - Les nouvelles du front social

L'EUROPE LIBERALE EN MARCHE

Un syndicaliste de la FTM-CGT nous a fait parvenir une déclaration de son syndicat s'opposant au projet de directive européenne sur les services dits «directive Bolkestein»... grâce à elle il sera peut-être possible demain d'employer sans aucun problèmes des ressortissants de la CEE sur notre territoire aux règles sociales en vigueur dans leur pays !!!

Téléchargez-le ! (format PDF) ou en format Word

... et merci encore au camarade de RESO qui nous a averti de cela !

ALLEZ LES BLEUS !

Par les exemples qui suivent à vous de juger si nos petits hommes en bleu sont aussi faiblement mobilisés que veulent bien le dire le gouvernement et la presse...

Isère : La centrale nucléaire de Saint-Alban-Saint-Maurice est bloquée depuis le mardi 29 juin.

Mardi, en fin de matinée, plus d' un millier d' agents EDF, auxquels se sont joints des plusieurs associations, ont manifesté dans le centre-ville de Grenoble pour protester contre la réforme du statut de leur entreprise et de celui de la Sécurité sociale.

Des agents d' EDFGDF occupent notamment le poste de transport de Champagnier (banlieue de Grenoble) et ont réduit la fourniture d' énergie à plusieurs grosses entreprises comme Air Liquide ou des papeteries.

Parallèlement, les salariés ont rétabli plusieurs centaines de foyers du département privés d' électricité ou placés en service minimum.

Opération escargot à Toulouse et coupure vers l' Andorre

Près de 200 véhicules d' EDF, de GDF et de la Direction départementale de l' Equipement de Haute Garonne ont mené mardi matin pendant plus de deux heures une opération escargot sur la rocade de Toulouse dans le cadre de la mobilisation nationale des employés EDF.

Cette action conjointe a mêlé véhicules bleu et orange. Les agents de la DDE avaient choisi de manifester ce jour à cause de l' examen par le Sénat du transfert d' une partie du personnel vers l' collectivités locales.

Le poste de distribution de Portet-sur-Garonne, dans la banlieue toulousaine, est par ailleurs toujours occupé depuis lundi midi, fragilisant le réseau, ainsi que celui de Tarascon-sur-Ariège depuis mardi matin, coupant le transport d' électricité vers l' Andorre, selon Guy Perrotet, délégué syndical CGT de Pyrénées-Gascogne.

Des coupures ponctuelles d' électricité ont eu lieu aussi mardi matin dans de grosses entreprise toulousaines comme l' Aérospatiale et AGA, un fabricant de gaz médicaux. Une manifestation commune des agents EDF avec les défenseurs de la Sécurité sociale était prévue dans l' après-midi dans les rues de Toulouse.

Le centre de Cordemais occupé par les grévistes en Loire-Atlantique

Près de 500 agents EDF de Loire-Atlantique ont bloqué jeudi dernier le centre de transport d' électricité de Cordemais, un point névralgique qui alimente en électricité haute tension (400.000 volts) toute la Bretagne.

"Les agents qui occupent ce poste mènent des actions maîtrisées qui sont faites pour peser sur le débat", a souligné Christophe Sey de Force ouvrière et représentant de l' intersyndicale des électriciens.

Une assemblée générale a voté à l' unanimité "un ultimatum" au gouvernement pour qu' il retire s projet de loi sur la réforme du statut d' EDF. Le taux de grévistes est de 44% en Loire Atlantique a dernier pointage effectué par la direction.

Nombreuse coupures d' électricité en Gironde

Les agents d' EDF qui protestent contre le projet de changement de statut de leur entreprise ont procédé à de nombreuses coupures d' électricité en Gironde dans la nuit de lundi à mardi. Le plus symbolique a été la "coupure franche" de l' alimentation de l' aéroport de Mérignac.

"Une coupure très brève, vers 1h30, alors qu' il n' y avait aucune circulation aérienne", a précisé responsable de la CGT-EDF de la Gironde Jean-Michel Mespoulède.

L' hypermarché Casino de Bordeaux a pour sa part été plongé dans le noir, comme les usines Dassault, SNECMA et SOGERMA de Mérignac, et les zones d' activité commerciale de Mérignac Pessac, Lormont, Sainte-Eulalie, Bègles et Saint-André de Cubzac, ainsi que la centrale d' achat d groupe Leclerc, la SCASO à Pessac.

Les salariés d' EDF rétablissent le courant à des familles de Vaulx-en-Velin

Des employés d' EDF ont rétabli lundi le courant à plus de 80 familles sur la commune de Vaulx-en-Velin (Rhône) chez qui le courant était coupé ou en usage restreint.

Plusieurs conseillers municipaux de Vaulx-en-Velin ont d' ailleurs participé lundi aux côtés de syndicalistes à l' opération de rétablissement des lignes.

L' intersyndicale CGTFO-CFDT-CFTC a envoyé à chacune des familles "rétablies" une lettre expliquant qu' elle prenait la responsabilité de ces opérations vis à vis de la direction d' EDF.

...ET LES AUTRES !!!

GIAT industries : La restructuration est entrée dans sa phase concrète

La restructuration de Giat Industries, la plus lourde socialement depuis celle d' Air Lib, entr' aujourd' hui, jeudi 1^{er} juillet, dans sa phase concrète avec l' affichage dans le établissements du groupe des 1.834 premiers postes supprimés. Annoncé en avril 2003 et combattu pendant de longs mois par les salariés à coups de grève, d' actions dures et d' blocage de la production, le plan social prévoit la suppression, d' ici 2006, de 3.100 emplois sur 6.000.

Hello, ex-Bata, a un coup de pompe et supprime 180 emplois en Moselle

Cent quatre-vingt emplois sur 272 devraient être supprimés chez le fabricant de chaussures Hello de Moussey-Hellocourt (Moselle), qui a repris en janvier 2002 l' usin Bata, où un plan social avait déjà entraîné le départ de 526 personnes, a-t-on appris auprès du comité d' entreprise.

Le projet a été dévoilé jeudi dernier aux élus du comité d' entreprise par l' administrateur judiciaire nommé le 2 juin par la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Metz après le placement en redressement judiciaire de l' entreprise.

Ugine-ALZ arrête sa production. L' Ardoise est salée!!

Ugine-ALZ de L' Ardoise (Gard), filiale d' Arcelor spécialisée dans la fabrication d' acier inoxydable arrête sa production mercredi dernier.

La décision avait été arrêtée le 15 mai 2003 par le conseil d'administration d' UgineALZ, préférant investir 230 millions d' euros dans la création d' une aciérie à Carlam (Belgique), plus proche des laminoirs.

Parmi les 421 salariés concernés, "une trentaine reste à reclasser", selon Benoît Vivian, secrétaire adjoint du CE et délégué syndical CGT. Les autres, nés entre 1945 et 1949, se voient proposer de pré-retraites progressives. En cas de refus, ils seront licenciés.

La fermeture définitive interviendra fin 2005.

Les salariés de STMicro à Rennes relancent le débat sur les délocalisations

Rennes, où la fermeture de l' usine STMicroelectronics (ST) témoigne de l' ampleur du problème de délocalisations, est samedi la capitale de la lutte contre les licenciements collectifs, à l' initiative de salariés du numéro un européen des semi-conducteurs.

Condamnés à perdre leur emploi bien que travaillant dans le secteur des hautes technologies, encore jusque récemment épargné par les délocalisations, les ST-Rennes appellent les employés d' entreprises frappées par des licenciements à un rassemblement pour créer une structure unitaire.

L' objectif est pour eux de prendre le contrepied de "cette politique libérale qui permet de précariser en toute liberté après avoir bien souvent empoché de grosses subventions", comme ST en Isère.

La tension n' a cessé de monter à Rennes depuis l' annonce en septembre 2003 de la fermeture de l' usine où travaillaient 600 personnes. ST, dont l' Etat français possède 16,3% du capital, veut délocaliser à Singapour les technologies aujourd' hui "anciennes" fabriquées à Rennes.

Les employés veulent s' opposer au démantèlement, au moins jusqu' à l' examen par la justice leur demande d' annulation de la procédure de licenciements économiques. La décision est attendue le 2 juillet.

Les "ST" sont d' autant plus amers que le marché des semi-conducteurs s' est nettement redressé par l' annonce d' un bénéfice de 253 millions de dollars en 2003.

AMAZON.COM – Vous voulez l'Angleterre où la porte... ?

Selon "LIBERATION, la filiale française s' apprête à supprimer 50 postes sur 70.

Jeff Bezos, le PDG américain d' amazon.com, adore finir ses communications aux salariés en form d' encouragement : *«Amazon n'en est qu'à ses débuts... Chez nous, c'est toujours le "day one" !»* Cette fois, pour les trois quarts des salariés du siège de la filiale française du leader mondial du commerce en ligne, c' en est bien fini *du day one*. Amazon France s' apprêterait à supprimer un cinquantaine des 70 postes de son siège de Guyancourt (Yvelines). Seuls une quinzaine de salariés resteraient en France, à Paris cette fois, dans une surface beaucoup plus petite. Les autres, en majorité, se verront proposer une «relocalisation» en Angleterre tandis qu' une dizaine n' aura d' autre choix que de prendre la porte, avec «des conditions de départ généreuses», affirme l' entreprise. Le PDG de la filiale, Thomas Lot, le troisième en quatre ans, serait sur le départ, selon des employés. *«C'est un désinvestissement net du marché français, juge un concurrent, même si, commercialement, ils restent présents.»*

III – NIVEAU DE VIE : **Les hausses, les baisses, tout ce que vous vouliez** **savoir sans oser le demander...**

ASSURANCE CHOMAGE

Les allocations chômage sont revalorisées de 1%. L' allocation minimale journalière passe de 24,76 à 25,01 euros.

VIEILLESSE

Le plafond de ressources à ne pas dépasser pour obtenir une retraite de réversion est basé sur la hausse du Smic. Il augmentera donc de 5,8% et passera à 15.828,80 euros annuels, soit un plafond mensuel de 1.319,06 euros.

PRESTATIONS FAMILIALES

Les revalorisations des prestations interviennent au 1er janvier. La Cnaf a publié un tableau des revalorisations des plafonds d' attributions des prestations familiales en métropole et dans les DOM au 1er juillet 2004 (pour la prestation accueil du jeune enfant, le complément mode de garde, allocation de rentrée scolaire, allocation de garde d' enfants à domicile, et l' aide à la famille pour l' emploi d' une assistante maternelle agréée, notamment).

Par exemple, pour un couple avec deux enfants, et avec deux revenus d' activité, le plafond de ressources à ne pas dépasser pour toucher la prime à la naissance ou à l' adoption (803,31 euros et l' allocation de base (161,66 euros par mois jusqu' au trois ans de l' enfant) est de 37.411 euros par an.

Plafond de ressources applicables pour l' attribution de rentrée scolaire 2004 (d' un montant 257,61 euros): Pour un enfant à charge: 16.726 euros Pour deux enfants à charge: 20.586 euros Pour trois enfants à charge: 24.446 euros. Pour quatre enfants à charge: 28.306 euros. Par enfant supplémentaire: 3.860 euros SNCF

Hausse du tarif des trains corail de 0,1 à 3 euros, hors période de pointe, en fonction de la longueur du trajet. Les tarifs des TGV ont augmenté au 15 avril de 0,5 à 3 euros par billet en période normale.

RATP

Hausse moyenne dans les transports publics d' Île-de-France de 3,5%. Les augmentations seront plus importantes dans le coeur de la région (zones 1 à 3), mieux desservies en transports en commun que la périphérie de l' Île-de-France.

FRANCE TELECOM

Le prix unitaire du SMS pour les abonnés d' Orange a baissé le 21 juin à 10 centimes d' euro (au lieu de 15) pour tout SMS envoyé le soir entre 21H30 et 8 heures le lendemain, ou le week-end. Pendant la journée, le SMS est facturé 13 centimes. Le prix des forfaits est inchangé.

SMIC

Le Smic horaire est revalorisé de 5,8%, dans le cadre de la loi Fillon qui prévoit une harmonisation par le haut des différents Smic au 1er juillet 2005, et en tenant compte de la hausse des prix (+2,1%). Dans cette perspective, les écarts entre les cinq garanties mensuelles de rémunérations (GMR), nées au fur et à mesure du passage des entreprises aux 35 heures, s' amenuisent. Le Smic horaire passe de 7,19 à 7,61 euros bruts, soit une rémunération mensuelle brute de 1.154,18 euros sur la base de 35 heures mensuelles. La GMR 1, pour les salariés passés aux 35 heures avant le 30 juin 1999, passe à 1.178,54 euros bruts. La GMR 2, pour les salariés passés aux 35 heures du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, passe à 1.183,40 euros bruts. La GMR 3, pour les salariés passés aux 35 heures du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, passe à 1.190,14 euros bruts. La GMR 4, pour les salariés passés aux 35 heures du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, passe à 1.195,03 euros bruts. La GMR 5, pour les salariés passés aux 35 heures à partir du 1er juillet 2002, passe à 1.197,37 euros bruts. Le Smic hôtelier, inférieur au Smic de droit commun, est maintenu. Mais les entreprises du secteur pourront, dès la parution d' un décret dont l' effet sera rétroactif au 1er juillet, choisir de rémunérer leurs salariés au Smic de droit commun, soit une augmentation de 11% par rapport au Smic hôtelier actuel (5,2% de rattrapage et 5,8% de hausse du Smic). Ce surcoût pour les entreprises sera compensé par une aide de l' Etat sous forme d' allégement